

La mesure statistique du travail des femmes en Afrique subsaharienne

V. Comblon
A.-S. Robilliard¹

Dans de nombreux pays africains, les données relatives au marché du travail ne sont pas disponibles sur une base régulière et la façon dont les enquêtes et recensements auprès des ménages mesurent l'emploi diffère grandement, à la fois dans le temps et entre les pays. Ces différences, susceptibles d'influencer les statistiques produites indépendamment de l'évolution réelle de l'emploi, rendent ainsi difficile l'analyse des dynamiques du marché du travail et l'élaboration de recommandations politiques. Dans ce papier, nous nous intéressons plus particulièrement à la mesure de l'emploi des femmes dans les enquêtes. Dans un premier temps, nous proposons une revue de la littérature existante sur cette question, au niveau conceptuel et opérationnel. Dans un second temps, à partir d'une cinquantaine d'enquêtes et de recensements collectés au Cameroun, au Mali et au Sénégal entre 1976 et 2012, nous illustrons la diversité des caractéristiques d'enquêtes en termes de formulation des questions, de détail du module emploi, de la période de référence utilisée dans les questionnaires et de la période de collecte des données. Enfin, sur la base de cette analyse, nous formulons quelques recommandations pour une meilleure mesure de l'activité économique des femmes dans les pays en développement.

Introduction

Les données sur l'emploi fournissent des informations clés pour l'analyse de la dynamique du marché du travail et l'élaboration des recommandations pertinentes de politiques économiques. Idéalement, les statistiques du marché du travail devraient être produites sur une base trimestrielle pour suivre l'activité économique. Cela est cependant très rarement le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne, où les statistiques du marché du travail sont généralement calculées sur la base des données collectées dans le cadre d'enquêtes auprès des ménages et de recensements qui ne sont pas des outils dédiés à la mesure de l'emploi. Par ailleurs, lorsque les données microéconomiques relatives à l'emploi sont collectées, les définitions, concepts et méthodologies d'enquêtes utilisées varient fortement entre les enquêtes. La comparabilité des statistiques du marché du travail produites est alors compromise. L'attention particulière portée ici à la participation des femmes au marché du travail se justifie par le constat dans la littérature d'une sensibilité plus prononcée à la conception de l'enquête de la mesure du travail des femmes dans les pays en développement en comparaison avec celle des hommes. Selon Langsten et Salem (2008), deux problèmes sont

susceptibles d'affecter la mesure de l'emploi des femmes : la première concerne les définitions et concepts utilisés, et la seconde a trait à la façon dont ces définitions sont opérationnalisées dans la conception de l'enquête et le processus de collecte des données. La mesure de l'emploi des femmes a fait l'objet de nombreux débats conceptuels, en particulier dans les pays en développement, en raison de ses caractéristiques spécifiques (importance du travail domestique, travail dans l'exploitation ou l'affaire familiale, caractère informel, non rémunéré, temporaire, saisonnier de l'emploi) susceptibles de conduire à une sous-estimation systématique de la contribution économique des femmes. En outre, définitions et concepts ne sont pas opérationnalisés de la même manière dans les questionnaires d'enquêtes qui s'appuient sur des méthodologies diverses. Nous nous concentrons ici sur cet aspect, et examinons les différentes dimensions de conception de l'enquête susceptibles d'affecter les statistiques de l'emploi produites. La conception de l'enquête comprend tous les aspects liés à l'échantillonnage, l'élaboration du questionnaire et la méthode de collecte sur le terrain.

¹ *Virginie Comblon est économiste, doctorante à DIAL (IRD et Université Paris-Dauphine) ; Anne-Sophie Robilliard est économiste, chercheuse à DIAL (IRD et Université Paris-Dauphine).*

L'objectif premier de ce document est de proposer une synthèse des travaux portant sur la sensibilité des statistiques à la conception des enquêtes en portant une attention particulière à la question de la mesure de la participation de la main-d'œuvre féminine. Le deuxième objectif est de présenter la variabilité des questionnaires destinés à mesurer l'emploi et d'illustrer cette diversité en utilisant des données d'une cinquantaine d'enquêtes collectées sur plus de trois décennies au Cameroun, Mali et Sénégal. Nous examinons plus spécifiquement certaines caractéristiques clés des questionnaires susceptibles d'affecter les statistiques du travail des femmes : la formulation et le type de question d'ouverture, le détail du module relatif à l'emploi, la période de référence utilisée et la période de collecte de données.

La structure de l'article est la suivante. La littérature portant sur la mesure de l'activité économique des femmes est présentée à la section 1, tandis que la section 2 présente et discute la diversité des modules emploi rencontrés dans les enquêtes rassemblées. La dernière section propose des recommandations et conclut.

Le problème de la mesure de l'activité économique des femmes

La littérature scientifique aborde la question de la mesure du travail des femmes sous plusieurs angles, relevant à la fois des sciences sociales et de la technique statistique. Un premier courant traite du concept même d'activité économique et de sa conformité avec la réalité économique dans les pays en développement. Un second courant examine plus précisément la question de la façon dont la conception de l'enquête et du questionnaire est susceptible d'affecter les statistiques.

Il existe un large consensus dans la littérature sur le fait que le travail des femmes est mal mesuré dans les statistiques de l'emploi, notamment dans les pays en développement. Boserup (1970) a été l'une des premières à aborder la question de la mesure statistique du travail des femmes. Par la suite, plusieurs études ont mis en évidence la sous-estimation systématique du travail des femmes, que ce soit dans les recensements de la population ou dans les enquêtes sur le marché du travail, en particulier dans les pays en développement (Beneria, 1981; Anker, 1983; Anker et Anker, 1989; Donahoe, 1999; Mata-Greenwood, 2000).

Dans les années 1980, une série de débats a émergé sur le caractère restrictif des définitions traditionnellement utilisées pour définir le statut d'un individu sur le marché du travail (actif occupé, chômeurs et inactifs). La population active (ou population économiquement active) au sens du BIT comprend les personnes occupées et les chômeurs, en d'autres termes, ceux qui sont disponibles pour la production de biens et de services en conformité avec le système de comptabilité nationale et à

la recherche active d'un emploi. Une première question porte sur la prise en considération du travail domestique et du travail familial non rémunéré dans la mesure de l'activité économique, ceux-ci n'étant pas reconnus comme contribuant au produit national malgré leur contribution au bien-être de la famille. Beneria (1981) critique ainsi la définition et les concepts utilisés pour produire des statistiques du marché du travail et leur propension à sous-estimer la contribution des femmes à la production. Selon elle, cette sous-estimation est due à la fois à un parti pris idéologique lié aux normes en vigueur dans la société sur les rôles de genre (le travail des femmes étant généralement considéré comme secondaire et moins important que celui des hommes) et un aspect plus pratique, lié à la façon dont les statistiques de l'emploi sont produites. Beneria critique les questions sur «l'activité (ou l'occupation) principale» car elles ont tendance à sous-estimer la contribution économique des femmes. En effet, de nombreuses femmes se considèrent principalement comme femmes au foyer car elles occupent la plupart de leur temps à effectuer des tâches domestiques, même si elles réalisent également des activités économiques. Elle recommande donc d'aller au-delà des notions traditionnelles de contribution à la production afin de prendre en compte plutôt la satisfaction des besoins humains en reconnaissant la contribution des individus au bien-être de la famille. Elle fait valoir que les définitions classiques devraient être élargies pour prendre en compte tous les travailleurs impliqués dans la production, que celle-ci ait une valeur d'usage (non-marchande) ou une valeur d'échange (marchande), y compris les activités comme la production domestique et tous les types de production de subsistance.

De même, Donahoe (1999) suggère d'élargir les définitions traditionnellement acceptées du « travail » en intégrant toutes les activités, y compris celles qui ont seulement une valeur d'usage. Elle propose une typologie de travail qui permet d'identifier les différentes formes de travail (tâches ménagères, production de subsistance, activités génératrices de revenus, emploi non familial) allant au-delà de la simple notion d'emploi formel pour appréhender l'activité économique dans toute sa complexité.

Une autre limite à la mesure du travail des femmes dans les pays en développement est liée à l'importance du secteur agricole et aux spécificités du travail dans ce secteur. Dixon (1982) souligne que les concepts et les méthodes utilisés dans les pays développés (y compris celles de l'OIT) ne sont pas adaptés aux pays en développement dans la mesure où les individus sont plus susceptibles d'être travailleurs indépendants que salariés, de travailler de manière saisonnière ou occasionnelle plutôt que tout au long de l'année et d'avoir plusieurs activités. Par ailleurs, la frontière entre la production pour l'autoconsommation des ménages et l'activité économique propre à la vente ou l'échange est souvent floue, en particulier dans les zones rurales et pour les

femmes. La distinction entre activités économiques et non économiques est rendue complexe dans le secteur agricole du fait de l'existence d'une agriculture de subsistance, de l'utilisation de la main-d'œuvre familiale (en particulier des femmes et des enfants), de l'absence de rémunération, de la multiplicité des activités, etc. En outre, l'activité agricole étant très saisonnière et occasionnelle, le choix d'une période de référence courte dans le questionnaire pour collecter des informations sur le travail pourrait conduire à une estimation erronée de l'activité économique.

Plus récemment, la sous-estimation du travail des femmes dans le secteur informel a également été soulignée. Alors que le secteur informel est une des principales sources d'emplois dans les pays en développement, l'emploi informel est souvent mal appréhendé dans les statistiques (Charmes, 1998; Chen, 2001; Roubaud, 2009) car les instruments de collecte utilisés sont conçus pour les pays développés et donc inadaptés au contexte des pays en développement. Chen (2001) note à cet égard que dans la mesure où les femmes sont plus impliquées dans des activités informelles que les hommes, le biais de sous-estimation lié aux outils de collecte est encore plus fort pour elles. Ainsi, au-delà de leur travail domestique non comptabilisé dans les statistiques, une grande partie du travail rémunéré des femmes reste « invisible », notamment le travail qu'elles font à la maison ou dans la rue.

Afin de surmonter les différentes limites conceptuelles et opérationnelles évoquées ci-dessus, plusieurs améliorations ont été apportées au fil du temps par les institutions internationales en charge de la production et de la diffusion des données statistiques. Ainsi, la notion de « travailleur familial non rémunéré » a été introduite progressivement dans la mesure de la « population active », mais beaucoup de travailleurs ne sont toujours pas inclus en-dessous d'un certain nombre d'heures de travail et la frontière avec le travail domestique demeure floue. L'OIT a également élargi sa définition du travail en 1982 afin d'inclure « toute la production et la transformation des produits primaires que ceux-ci soient destinés au marché, ou troc ou à l'autoconsommation, ainsi que la production pour le marché de tous les autres biens et services et, dans le cas des ménages qui produisent ces biens et services pour le marché, la production correspondante qui fait l'objet d'autoconsommation ». Le travail informel a par la suite été inclus dans le système international des comptes nationaux (SNA 1993) révisé suite à la résolution concernant les statistiques sur l'emploi dans le secteur informel adoptée par la Conférence internationale des statisticiens du travail de 1993. Il reste néanmoins difficile de retenir une définition harmonisée de l'activité économique adaptée à tous les contextes.

En outre, bien que les aspects conceptuels soient essentiels, l'opérationnalisation de ces concepts dans les

enquêtes est une autre dimension essentielle de la question de la mesure (Roubaud, 2009). En particulier, les méthodes de collecte de données sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur les statistiques du travail des femmes. Des facteurs tels que la formulation des questions, la longueur de la période de référence, le détail des questions, le type de répondant, la période de collecte de données, sont susceptibles d'avoir un impact sur les estimations. Comme souligné dans la littérature, les instruments et méthodologies d'enquête ont historiquement été conçus pour mesurer l'emploi dans les pays développés et saisir principalement le travail salarié alors qu'une grande partie de la population dans les pays en développement est employée dans la production domestique, dans une entreprise familiale, réalise un travail saisonnier ou occasionnel, informel ou non rémunéré, etc. Plusieurs auteurs se sont intéressés à l'effet de la formulation, de la position, de la longueur des questions dans un questionnaire sur les réponses de l'enquête (Kalton et Schuman, 1982; Kasprzyk, 2005). Au-delà du biais introduit par la compréhension qu'ont les répondants des concepts utilisés dans les questions, ils soulignent l'importance de la façon dont celles-ci sont formulées. Les méthodes classiques de collecte de données utilisées pour mesurer le travail des femmes reposent traditionnellement sur des questions à mots-clés utilisant des termes tels que « travail », « emploi », ou « activité principale ». Anker (1983) souligne les limites d'une telle approche qui conduit à des incompréhensions récurrentes de la part des répondants à l'égard de ces concepts. Il recommande l'utilisation de listes exhaustives d'activités économiques afin de mieux saisir le travail des femmes. Anker et Anker (1989) dans une analyse menée en Egypte, confirment la supériorité des « listes d'activités » par rapport aux questions à « mots-clés » qui conduisent à une forte sous-estimation du travail des femmes. De même, Langsten et Salem (2008) comparent les statistiques d'emploi produites à partir d'une question à mot-clé avec celles issues d'une liste d'activités ou de plusieurs questions à mots-clés. Le format « liste d'activités » s'avère plus efficace qu'une seule (ou plusieurs) question(s) à mots-clés pour capturer le travail des femmes, en particulier celui des travailleurs occasionnels, temporaires, à temps partiel, travaillant à domicile, à savoir des emplois moins formels. Une autre approche préconisée par Donahoe (1999) est d'utiliser des questionnaires sur l'emploi du temps. Cette approche est une bonne façon de capturer le travail des femmes, car elle fournit des informations détaillées sur toutes les activités menées par les femmes et n'impose pas une définition restrictive *a priori* du travail. Elle peut cependant s'avérer coûteuse en temps et en argent et de telles données ne peuvent être collectées sur de longues périodes.

Bardasi et al. (2011) analysent l'impact des différences induites par la variation du détail des modules emploi sur plusieurs statistiques d'emploi des adultes (taux de participation, heures de travail, activité principale, type

de travail) à travers une expérience randomisée menée en Tanzanie. Ils comparent les estimations produites d'une part par un module détaillé, et d'autre part par un module plus court. Le module détaillé comprend des questions distinctes sur l'exercice d'activités économiques de trois types (emploi salarié, activité agricole et auto-emploi non agricole) au cours des 7 derniers jours et des 12 derniers mois, tandis que le module court repose sur une question générale, sans précision du type de travail à prendre en considération : « [Nom] a-t-il réalisé un travail quelconque au cours des sept derniers jours? (question répétée pour les 12 derniers mois) ». Les résultats suggèrent, de façon surprenante, que les taux de participation au marché du travail produits sont plus élevés avec le module court tant pour les hommes que pour les femmes. Ce résultat surprenant pourrait s'expliquer par le fait que, dans le module court, certaines femmes au foyer déclarent leurs tâches domestiques comme étant du travail. Il serait également possible que la liste des activités économiques énoncées dans les questions du module détaillé ne soit pas exhaustive. Ce n'est cependant pas le cas ici, puisque la typologie des activités retenues recouvre en principe tous les statuts d'occupation possibles. Après un reclassement en « inactifs » des individus déclarant les tâches domestiques comme leur activité principale, le module court produit alors un taux d'emploi féminin plus faible que le module détaillé. Cet article met ainsi en évidence la possibilité d'une surestimation du taux d'activité des femmes avec une question simple et générale (module court), rarement envisagée dans la littérature. Par ailleurs, le recours à une question sur l'activité « principale » pour le reclassement opéré n'écarte pas complètement le risque de sous-estimation que ce type de formulation est susceptible d'engendrer (Beneria, 1981).

Guarcello et al. (2010) identifient trois grandes catégories de questions utilisées pour mesurer le travail des enfants : des questions simples (interrogeant sur le travail ou non d'un individu au cours de la période de référence) ; des questions complexes (questions en chaîne qui incluent des listes d'activités) ; des questions sur le statut dans l'activité (par exemple, employé, chômeur, femme au foyer, étudiant, retraité, etc.) ; et enfin les autres cas (l'activité économique est déterminée uniquement par le nombre d'heures de travail hebdomadaire). L'impact de chaque type de question sur l'estimation des statistiques de travail des enfants n'est pas facile à prédire. D'une part, l'intuition suggère que les questions complexes conduisent à des niveaux d'activité plus élevés parce qu'elles permettent d'identifier plus précisément les activités économiques à inclure par rapport à des questions générales qui peuvent conduire certains répondants à omettre ou à ne pas considérer ce qu'ils font comme une activité économique. D'autre part, la formulation générale des questions simples pourrait conduire certains répondants à se référer à des activités productives qui ne sont pas techniquement « économiques », ce qui augmenterait les estimations de

la participation des enfants à l'activité économique. Les auteurs constatent que les questions complexes conduisent généralement (mais pas toujours) à des estimations plus élevées que les questions simples, ces dernières conduisant à des estimations plus élevées que les questions concernant l'occupation principale, même après contrôle des facteurs démographiques et des caractéristiques observables. Là encore, l'importance de la formulation des questions est soulignée.

Une autre dimension importante dans la mesure de l'activité économique est la période de référence. Celle-ci peut en effet introduire des variations dans la mesure de l'activité économique et avoir une incidence sur la comparabilité des données d'une enquête à l'autre. Selon Kalton et Schuman (1982), la longueur de la période de référence peut avoir deux types d'effet sur les personnes interrogées : un biais appelé « perte de mémoire » (le répondant peut avoir du mal à se rappeler d'un événement survenu dans le passé) et un effet de « télescopage » (le répondant peut se tromper sur la période au cours de laquelle un événement est survenu). Une période de référence longue entraînerait un effet plus important de « perte de mémoire », mais un moindre effet de « télescopage ». Une courte période de référence (une journée ou une semaine) est susceptible de produire des données plus précises car elle limite les problèmes de défaillance de mémoire du répondant. Néanmoins, il peut être difficile d'obtenir une image exacte de la participation au marché du travail tout au long de l'année avec une période de référence courte dans la mesure où il est possible que l'activité de l'enquêté au cours de celle-ci soit inhabituelle et conduise à une sous-estimation ou à une surestimation de l'activité économique réelle des individus. Le choix de la période de référence est d'autant plus crucial qu'une partie importante de la population est composée de travailleurs saisonniers, occasionnels ou temporaires, comme c'est le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne. L'utilisation d'une période de référence courte pourrait alors ne pas refléter l'activité économique réelle selon le moment où l'enquête est menée (Mata-Greenwood, 2000). Certains auteurs comme Freedman et al. (1977) recommandent donc d'utiliser une période plus longue, par exemple d'une année, si l'individu exerce une activité dans le secteur agricole. Langsten et Salem (2008) considèrent également que les questions concernant le travail « habituel » (les 3 derniers mois ou l'année dernière) sont préférables à des questions sur le travail « en cours » pour capturer le travail des femmes plus précisément. Une fois que les femmes qui ont travaillé ont été identifiées, on peut alors examiner plus en détail la nature de leur activité. Ces considérations ont conduit à une évolution des recommandations des grands instituts de collecte et de diffusion des données statistiques. Ainsi Grosh et Gleewe (2000), dans leur rapport technique faisant le bilan de 15 années de collecte de données LSMS (Living Standards Measurement Surveys) par la Banque mondiale, préconisent l'utilisation de deux

périodes de référence (12 derniers mois et 7 derniers jours), avec des questions moins détaillées à la suite de la question des 12 derniers mois pour combiner précision de l'information sur la période courte et information plus complète sur l'activité au cours d'une longue période de temps. Du côté de l'OIT, deux types de périodes de référence sont recommandés. Une période de référence courte, mesurant l'activité économique sur une journée ou une semaine renvoie à la notion de « population active du moment », alors qu'une période de référence longue (généralement un an) mesure la « population habituellement active ».

Au-delà des caractéristiques des questionnaires, d'autres attributs spécifiques à l'enquête peuvent avoir une influence sur les statistiques d'emploi des femmes. En lien avec la question de la période de référence, la période de collecte des données peut affecter le niveau d'emploi observé. Étant donné que de nombreuses activités économiques sont soumises à des fluctuations saisonnières liées à des aspects climatiques (par exemple les saisons et les niveaux de précipitations), institutionnels (par exemple les périodes de vacances scolaires), religieux ou culturels (par exemple les jours fériés), ou à la nature des emplois occupés (occasionnels, temporaires, saisonniers), on peut s'attendre à ce que les statistiques de l'emploi soient affectées par la période d'enquête, notamment si la période de référence est courte. Les enquêtes ne sont pas toujours effectuées au même moment de l'année, ce qui peut donner lieu à des problèmes de comparabilité des données entre les enquêtes en raison des effets saisonniers. Le niveau de l'emploi peut alors être surestimé pendant les périodes de forte activité, ou au contraire sous-estimé pendant les périodes de faible activité économique. Les individus considérés comme des chômeurs ou des inactifs durant une période d'observation donnée peuvent en réalité occuper des emplois saisonniers ou occasionnels qui ne sont pas correctement pris en considération par les enquêtes. Des questions supplémentaires peuvent éventuellement être ajoutées pour « rattraper » ces individus (questions spécifiques sur l'activité saisonnière, les raisons de l'inactivité pendant une courte période de référence, les moyens de subsistance pour les chômeurs, etc.).

Un dernier aspect important est le type de répondants, qui peut être l'intéressé lui-même ou bien un répondant « proxy » qui répond par procuration pour l'ensemble des membres du ménage. Différentes règles peuvent exister pour déterminer les individus admissibles pour répondre au questionnaire. Dans la plupart des enquêtes utilisées pour estimer le taux d'activité, les règles précisent que des adultes responsables et présents au domicile au moment de l'enquête sont admissibles à être répondants pour le ménage (Hendershot, 2004). Les répondants admissibles peuvent répondre à des questions concernant leur propre emploi (réponse propre) ou celui d'autres membres du ménage (réponse par procuration). L'impact du type de répondant sur les estimations est

ambigu. En effet, la première hypothèse qui peut être avancée est que les réponses données par le répondant lui-même sont plus précises que celles faites par procuration. Un répondant « proxy » peut en effet ne pas connaître toutes les informations sur les activités des autres membres du ménage. On peut supposer que les répondants substitués ont une information incomplète sur les autres membres de la famille, ou que leurs réponses peuvent être biaisées par l'opinion qu'ils ont des autres membres de la famille. Inversement, il est envisageable que les répondants « proxy » aient une meilleure information et qu'ils soient plus objectifs que les répondants eux-mêmes. Anker et Anker (1989) ont étudié l'impact du type de répondant sur des estimations du travail des femmes en Égypte. Ils montrent que le type de répondant n'a pas d'effet significatif sur l'estimation du travail non rémunéré des femmes, mais qu'il a un effet sur l'estimation de l'emploi. Ils montrent que les répondants substitués ont tendance à sous-estimer ce dernier. Bardasi et al. (2011), sur la base d'enquêtes menées en Tanzanie, constatent que l'utilisation de répondants « proxy » conduit à estimer une plus faible participation au marché du travail, un plus faible nombre d'heures déclarées pour les hommes et les femmes, et des revenus plus élevés pour les femmes qui sont employées. Ces différences entre les réponses des intéressés et les répondants « proxy » peuvent être expliquées par les problèmes d'information dans le ménage, les différences d'âge entre le répondant et la personne enquêtée, tandis que le genre et les différences d'éducation semblent moins déterminants. Dillon et al. (2012), cependant, trouvent que le type de répondant n'a pas d'incidence sur les estimations du travail des enfants.

La littérature existante sur la mesure de l'activité économique, notamment celles des femmes, met ainsi en exergue la multiplicité des caractéristiques de questionnaires et d'enquêtes susceptibles d'influencer les statistiques obtenues, rendant difficile leur analyse dans le temps et dans l'espace. Dans la section suivante, à partir de 53 enquêtes auprès des ménages rassemblées pour trois pays d'Afrique de l'Ouest, nous examinons plus spécifiquement la variabilité des aspects suivants : la formulation et le type de question d'ouverture, le détail du module relatif à l'emploi, la période de référence utilisée et la période de collecte de données.

Un aperçu des problèmes de comparabilité des données d'emploi dans trois pays d'Afrique subsaharienne

Les problèmes de comparabilité des données d'emploi sont illustrés à partir de 53 enquêtes et recensements collectés au Cameroun, au Mali et au Sénégal entre 1976 et 2012 (voir la liste des enquêtes et acronymes dans les tableaux A1, A2 et A3).

Les données

Le rassemblement de ces 53 enquêtes, réalisé dans le cadre du projet MIMADEM (voir introduction au dossier), s'est appuyé sur l'inventaire des enquêtes auprès des ménages et recensements conduits par les instituts nationaux de statistiques et ayant un caractère représentatif soit au niveau national, soit au niveau des grands centres urbains. Les enquêtes représentatives au niveau national constituent la grande majorité des enquêtes rassemblées (45 sur 53). Elles sont néanmoins de types très différents. Les plus importantes en termes d'échantillon sont bien évidemment les recensements, leur nombre variant entre deux et trois par pays sur la période considérée. Les enquêtes de mesure de la pauvreté ont quant à elles été menées dans tous les pays mais ont pris des formes variées (ECAM au Cameroun, EPAM au Mali, ESAM puis ESPS au Sénégal). Le maintien des acronymes dans le temps est cependant trompeur car la variabilité des caractéristiques des modules emploi de ces enquêtes peut être importante.

Du côté des opérations de collecte menées pour le compte des organisations internationales, on trouve les EDS (Enquêtes Démographiques et de Santé) et les MICS (Multiple Indicator Cluster Surveys). Les plus nombreuses sont les EDS dont le nombre total s'élève à quatorze (cinq au Cameroun et au Sénégal, quatre au

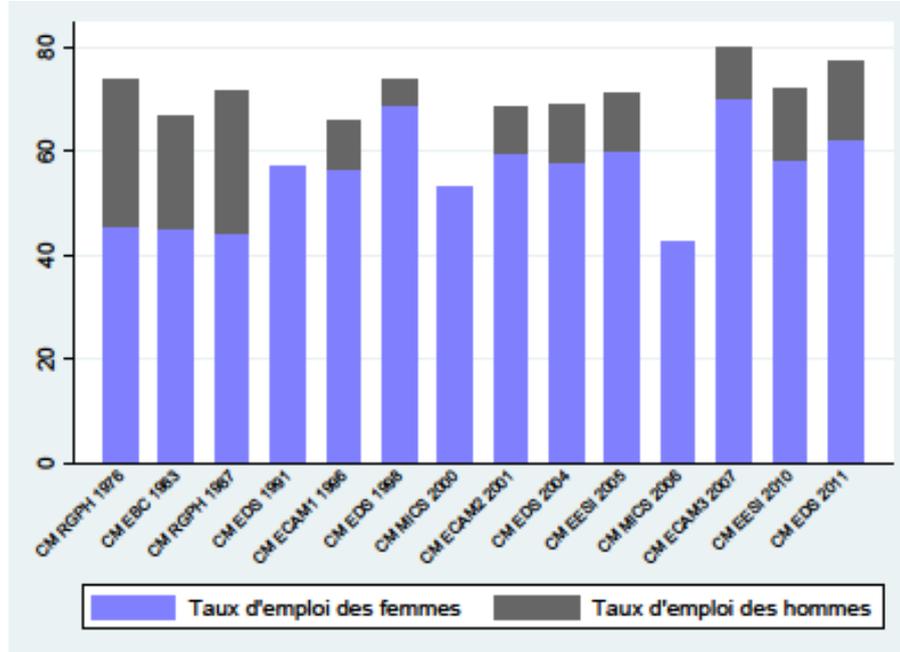
Mali). Les enquêtes restantes sont constituées d'enquête emploi de type 1-2-3 – dont les plus anciennes sont représentatives au niveau des grands centres urbains et les plus récentes ont été collectées au niveau national notamment au Cameroun (EESI 2005 et EESI 2010) – ainsi que d'enquêtes de type Budget-Consommation dont l'objectif principal était de calculer des poids pour les indices de prix. Un des points communs de toutes ces enquêtes est de collecter de l'information sur l'emploi. Il est donc envisageable au vu du recul temporel dont on dispose, d'essayer d'analyser l'évolution de l'emploi des hommes et des femmes à partir de données rassemblées.

L'évolution des taux d'emploi au Cameroun, au Mali et au Sénégal de 1976 à 2012

Les Figures 1, 2 et 3 présentent l'évolution des taux d'emploi pondérés calculés pour les enquêtes représentatives au niveau national, sur la population âgée de 15-49 ans qui correspond au groupe d'âge des échantillons des EDS, au Cameroun, Mali et Sénégal de 1976 à 2012. Ces figures révèlent des variations surprenantes et parfois inexplicables du niveau d'emploi à la fois pour les hommes et les femmes sur la période considérée. Pour la même année ou au cours d'une courte période de temps dans le même pays, deux enquêtes peuvent en effet produire des taux d'emploi très différents.

Figure 1:

Taux d'emploi des femmes et des hommes au Cameroun de 1976 à 2011



Notes: Taux d'emplois pondérés et calculés sur la population âgée de 15 à 49 ans sur la période de référence la plus courte. Les enquêtes MICS n'enquêtent pas d'hommes, donc seul le taux d'emploi pour les femmes est calculé.

Par exemple, au Cameroun (Figure 1), le taux d'emploi des femmes de 60,4% en 2005 (EESI) diminue à 42,6% (MICS 2006), avant d'atteindre 70,1% en 2007 (ECAM3). Au Mali (Figure 2), deux enquêtes qui ont interrogé les mêmes personnes conduisent à des taux

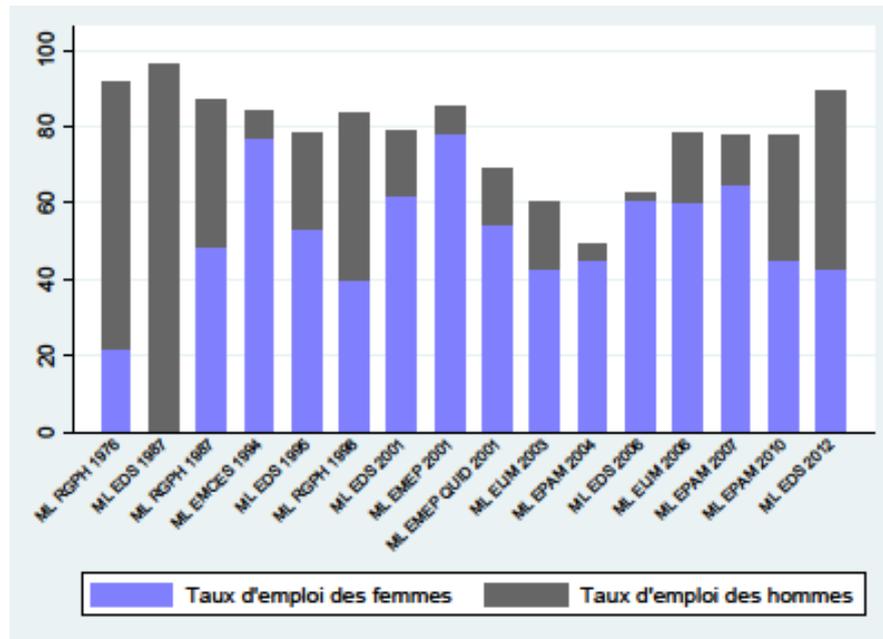
d'emploi pour les femmes tout à fait différents. En effet, selon l'enquête EMEP de 2001, le taux d'emploi des femmes est égal à 78,1% tandis qu'il est égal à 54,4% dans le QUID pour la même année. Le même constat peut être dressé pour les taux d'emploi des hommes au

Mali : le taux d'emploi atteint en effet 96,3% en 1987 d'après l'EDS 1987 alors que le RGPH l'estime à 87,1%. Au Sénégal (Figure 3), le taux d'emploi des femmes fluctue entre 22,7% en 1988 selon le RGPH et 52,2% selon l'ESP de 1991, soit une hausse d'environ 30 points

de pourcentage qui correspond à une augmentation de 130% en trois ans. En ce qui concerne les hommes, une augmentation de leur taux d'emploi moyen de l'ordre de 17 points est à noter entre 2009 (MRHS) et 2010 (EDS).

Figure 2 :

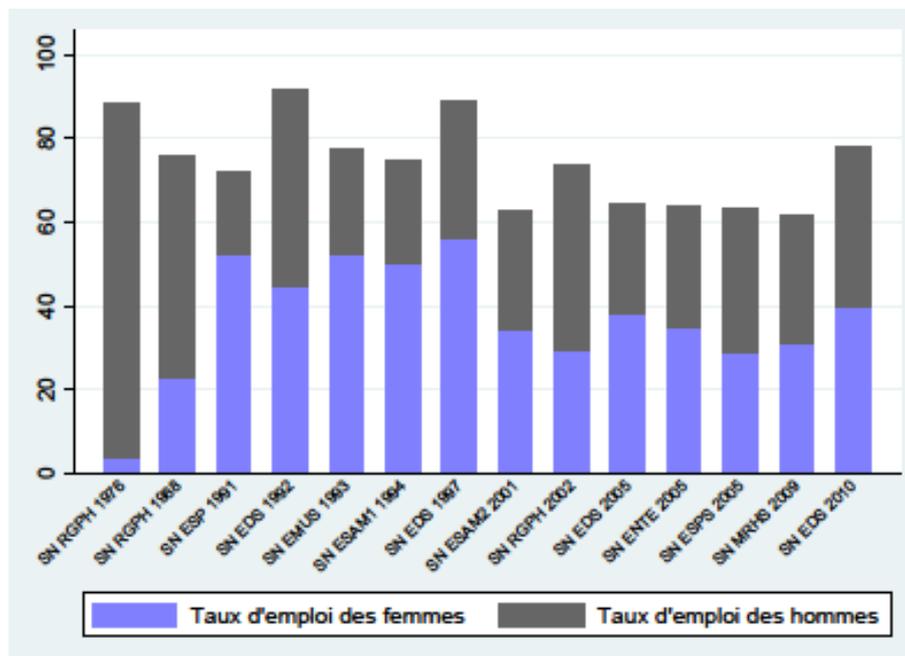
Taux d'emploi des femmes et des hommes au Mali de 1976 à 2012



Notes: Taux d'emplois pondérés et calculés sur la population âgée de 15 à 49 ans sur la période de référence la plus courte.

Figure 3 :

Taux d'emploi des femmes et des hommes au Sénégal de 1976 à 2010



Notes: Taux d'emplois pondérés et calculés sur la population âgée de 15 à 49 ans sur la période de référence la plus courte.

Ces fluctuations soulèvent des interrogations quant à la fiabilité des statistiques et à la possibilité de les utiliser pour mener des analyses comparatives et dynamiques rigoureuses et tirer des recommandations politiques pertinentes. Ces variations peuvent être expliquées (1) par des erreurs d'échantillonnage induites par les différences de caractéristiques entre le sous-échantillon sur lequel est estimé le taux d'emploi et l'ensemble de la population ou par (2) des erreurs non liées à l'échantillonnage, associées au processus de collecte de données. Ce deuxième type d'erreur recouvre plusieurs aspects très différents : la conception du questionnaire, la qualité des enquêteurs, les erreurs des répondants (du fait d'une mauvaise compréhension des questions notamment), la saisie de données ou des erreurs de saisie, etc. Nous nous intéresserons plus particulièrement ici à la conception du questionnaire et de l'enquête et examinons certaines des caractéristiques mises en exergue dans la revue de la section précédente.

La diversité des modules de travail dans les questionnaires

L'examen des modules emploi a révélé que la conception diffère considérablement d'un questionnaire à l'autre

entre les enquêtes et recensements de notre échantillon. Trois caractéristiques clés semblent les plus susceptibles d'influencer les statistiques de l'emploi : (1) la formulation et le type de questions, (2) le détail des modules emploi et (3) la période de référence utilisée.

Formulation et type de questions

Comme mentionné dans la revue de la littérature, la formulation, la longueur, le détail et la forme des questions sont susceptibles d'influencer les réponses données par les répondants (Kalton et Schuman, 1982; Kasprzyk, 2005 ; Guarcello et al., 2010). Tout d'abord, des questions peuvent attendre différents types de réponses en fonction de leur formulation. Deux formes principales de questions peuvent être distinguées dans notre échantillon de questionnaires d'enquête : les questions « binaires », attendant un « oui » ou un « non » comme réponse et les questions proposant une liste de réponses possibles pour l'enquêté (voir le Tableau 1 pour des exemples). Les listes de réponses peuvent concerner des activités économiques ou la situation occupationnelle de l'enquêté. Les questions binaires constituent le type le plus répandu de questions.

Tableau 1:

Typologie des questions

Type de question	Exemples de questions	Enquête
Questions binaires	« Est-ce que [Nom] a travaillé au cours des 7 derniers jours, ne serait-ce qu'une heure? » « [Nom] a-t-il exercé une activité économique au cours des 12 derniers mois? »	ML ELIM 2006 CM ECAM1 1996
Question à listes	<i>Liste d'activités économiques</i> « Bien que vous ayez déclaré ne pas avoir travaillé la semaine dernière, avez-vous réalisé l'une des activités suivantes la semaine dernière, à domicile ou à l'extérieur pour aider la famille : 1. en travaillant dans une affaire personnelle 2. en fabriquant un produit pour la vente 3. en faisant quelque chose à la maison pour un revenu 4. en délivrant un service 5. en aidant une entreprise familiale 6. comme apprenti rémunéré ou non 7. comme étudiant qui réalise un travail 8. en travaillant pour une autre famille 9. n'importe quelle autre activité pour un revenu 10. aucune activité de ce genre »	Enquêtes 1-2-3
	<i>Liste de statuts occupationnels</i> « Quelle est votre occupation actuelle, votre situation actuelle vis à vis de l'emploi? 1. exerce un emploi 2. cherche un emploi 3. étudiant, élève 4. retraité 5. rentier 6. femme au foyer 7. autre inactif »	ML EMEP 2001

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 à 2012.

Deuxièmement, la formulation et les mots-clés utilisés sont essentiels (Anker, 1983). Plusieurs mots-clés liés à l'emploi apparaissent dans les questionnaires : « travail », « emploi », « activité économique », « occupation », ou « type d'activité » (voir le Tableau 2 pour des exemples). Quelques exemples permettent d'illustrer l'importance de la formulation des questions : un individu peut effectuer une « activité économique » (par exemple préparer de la

nourriture pour la vente) sans la considérer comme un « emploi » ou un « travail » ; une femme peut se considérer principalement occupée comme une femme au foyer et pourtant exercer une activité économique en parallèle de ses tâches domestiques ; un individu peut ne pas avoir travaillé au cours de la semaine dernière, mais avoir néanmoins un emploi, etc.

Tableau 2 :
Formulation des questions

Mots-clés	Exemples de questions	Enquête
Travail	« Au cours de la semaine dernière, avez-vous travaillé ne serait-ce qu'une heure ? »	SN E123 1993
Activité	« [Nom] a-t-il exercé une activité économique au cours des 12 derniers mois ? c'est-à-dire depuis..... »	CM ECAM2 2001
Emploi	« Bien que vous n'ayez pas travaillé la semaine dernière, avez-vous un emploi ? »	ML EPAM 2004
Occupation	« Quelle est votre occupation actuelle, votre situation actuelle vis à vis de l'emploi ? Travaille : 1. exerce un emploi à son compte ou comme salarié aide un membre du ménage dans son travail; apprenti rémunéré (y compris congés annuels, de maladie, de maternité) Ne travaille pas : 2. cherche un emploi 3. étudiant, élève 4. retraité 5. rentier 6. femme au foyer 7. autre inactif (préciser en obs.)? »	SN EDMC 1996
Type d'activité	« Type d'activité : 1. actif occupé 2. chômeur 3. inactif »	ML RGPH 1987

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 à 2012.

Troisièmement, les questions peuvent être plus ou moins précises et le détail de la question peut aussi influencer les réponses des enquêtés. Les détails donnés peuvent concerner la quantité de temps passé à travailler, la

rémunération (travail pour paiement comptant ou en nature), le type d'activité économique à considérer ou contenir plusieurs types de détail en même temps (voir le Tableau 3 pour des exemples).

Tableau 3 :

Détail des questions

Détail des questions	Exemples de questions	Enquête
Question simple	« Est-ce que vous travaillez actuellement? »	CM EDS 1998 (questionnaire hommes)
Questions détaillées	« Depuis le [jour de la semaine] dernier [Nom] a-t-il entrepris un quelconque travail pour : 1. un paiement en espèce? 2. un paiement en nature? 3. son compte personnel? 4. sa propre entreprise? 5. un membre de la famille sans paiement? 6. non » « Au cours des 7 derniers jours, c'est-à-dire depuis [jour], [Nom] a-t-il/elle travaillé ne serait-ce qu'une heure, à son propre compte, comme employé rémunéré ou non, apprenti ou aide familial ? » « Comme vous le savez, beaucoup de femmes travaillent en dehors de leur propre travail au foyer. Certaines ont un travail pour lequel elles sont payées en argent ou en nature, d'autres tiennent une boutique ou un petit commerce à la maison ou ailleurs; d'autres cultivent les champs de la famille ou travaillent dans une affaire familiale. Faites vous actuellement quelque chose de ce genre ou un quelconque autre travail? »	SN ENTE 2005 CM ECAM 2007 CM EDS 1998 (questionnaire femmes)

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 à 2012.

Si l'on se concentre uniquement sur la première question posée dans les modules emploi, on peut retenir deux grandes catégories de questions construites à partir des éléments décrits ci-dessus : d'une part (1) les questions en « oui / non » sur « le travail » ou « l'activité économique » et d'autre part, (2) les questions sur « l'occupation principale » ou « le type d'activité » avec

une liste, qui attendent le statut d'activité comme réponse. Selon cette catégorisation, 66% des questions d'ouverture sont de type (1) (Tableau 4). Les chiffres du Tableau 5 indiquent par ailleurs que les questions de type (2) étaient plus fréquentes avant 1990, et que la fréquence des questions de type (1) a augmenté depuis.

Tableau 4:

Fréquence des types de questions d'ouverture dans les modules emploi

Travail/occupation	Nombre d'enquêtes	Fréquence d'apparition
Type (1) : Travail *	35	66.0 %
Type (2) : Occupation**	18	34.0 %
Nombre d'enquêtes	53	100.0 %

* Type (1) recouvre l'ensemble des questions d'ouverture binaires, attendant une réponse de type « oui/non » portant sur le travail ou l'activité économique au cours d'une période de référence donnée.

** Type (2) recouvre l'ensemble des questions d'ouverture qui attendent un statut occupationnel comme réponse, portant sur l'occupation ou le type d'activité de l'enquêté.

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 to 2012.

Tableau 5 :

Evolution du type de question d'ouverture utilisée au cours du temps

	1976 - 1990	1990 - 2000	2000 - 2012	Total
Type (1) : Travail *	2	9	24	35
En %	22.2%	56.3%	85.7%	66.0%
Type (2) : Occupation**	7	7	4	18
En %	77.8%	43.8%	14.3%	34.0%
Nombre d'enquêtes	9	16	28	53

* Type (1) recouvre l'ensemble des questions d'ouverture fermées, attendant une réponse de type « oui/non » portant sur le travail ou l'activité économique au cours d'une période de référence donnée.

** Type (2) recouvre l'ensemble des questions d'ouverture qui attendent un statut occupationnel comme réponse, portant sur l'occupation ou le type d'activité de l'enquêté.

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 et 2012.

Cette évolution traduit sans doute une prise de conscience quant aux limites des questions sur l'occupation principale soulevées dans la littérature (Beneria, 1981). Il n'en demeure pas moins que les formulations de type (2) restent encore courantes, notamment dans les questionnaires utilisés dans les recensements de la population qui n'ont pas vocation à mesurer l'emploi de manière conjoncturelle.

Longueur et détail des modules emploi

Le niveau de détail du module emploi est également susceptible d'influencer les statistiques de l'emploi. Certaines enquêtes et recensements ne posent qu'une seule question pour déterminer le statut d'activité des répondants tandis que d'autres présentent des modules plus longs comprenant plusieurs questions. Un exemple de module détaillé utilisé dans la phase 1 d'une enquête 1-2-3 pour déterminer l'appartenance à la population active d'un individu est présenté dans la Figure 4.

Le Tableau 6 montre la répartition des types de modules emploi : 64,2% des questionnaires de l'échantillon

s'appuient sur plusieurs questions pour déterminer le statut d'activité des individus, tandis que le reste des enquêtes n'utilisent qu'une seule question. Parmi les modules emploi détaillés (plus d'une question), on peut catégoriser les questions supplémentaires en trois types : des questions contenant une liste d'activités détaillées potentiellement non considérées comme « économiques » par l'enquêté (d) ; des questions sur le « travail » en sus d'une question sur l'« occupation » (o) ; des questions utilisant une autre période de référence (r) (voir les Tableaux A4, A5, A6). Les chiffres du Tableau 6 indiquent que différentes combinaisons de ces questions supplémentaires existent. Ainsi, parmi les 34 enquêtes à module détaillé, 17% utilisent seulement la question supplémentaire (d), 6% utilisent seulement la question supplémentaire (o), 13% utilisent seulement la question supplémentaire (r), 19% utilisent à la fois questions (d) et (r) et 9% utilisent une autre combinaison de ces trois types de questions.

Figure 4 :

Exemple d'un module emploi détaillé – le questionnaire des enquêtes 1-2-3

EMPLOI ACTUEL (EA)		
		EA7a. Avez-vous cherché un emploi la semaine dernière ? 1. Oui → Passez à EA7c <input type="checkbox"/> 2. Non <input type="checkbox"/>
EA1. Au cours de la semaine dernière, vous avez effectué une ou plusieurs des activités suivantes (énumérez les options 1 à 5 et notez le nombre d'heures correspondantes) 1. Etudes <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 2. Travaux domestiques dans sa propre maison, garde d'enfants, de personnes âgées, de malades, sans rémunération <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 3. Chercher de l'eau ou du bois, faire le marché <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 4. Construction de sa propre maison <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 5. Prestation de services gratuits à sa communauté <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 6. Aucune de ces activités <input type="checkbox"/>		EA7b. Avez-vous cherché un emploi au cours des 4 dernières semaines ? 1. Oui <input type="checkbox"/> 2. Non → Passez à EA8a <input type="checkbox"/>
EA2. Au cours de la semaine dernière, avez-vous travaillé ne serait-ce qu'une heure ? 1. Oui 2. Non → Passez à AP1 <input type="checkbox"/>		EA7c. Seriez-vous disponible pour travailler ? 1. Immédiatement → Passez à C1 <input type="checkbox"/> 2. D'ici 15 jours <input type="checkbox"/> 3. 15 jours à un mois <input type="checkbox"/> 4. Dans plus d'un mois <input type="checkbox"/>
EA3. Bien que vous ayez déclaré ne pas avoir travaillé la semaine dernière, avez-vous réalisé l'une des activités suivantes la semaine dernière, à domicile ou à l'extérieur, pour aider la famille : 01. En travaillant dans une affaire personnelle 02. En fabriquant un produit pour la vente 03. En travaillant à la maison pour un revenu 04. En délivrant un service 05. En aidant dans une entreprise familiale 06. Comme apprenti rémunéré ou non 07. Comme étudiant qui réalise un travail 08. En travaillant pour une autre famille 09. N'importe quelle autre activité pour un revenu 10. Aucune activité de ce genre → Passez à AP1 <input type="checkbox"/>		EA8a. Vous ne travaillez pas parce que vous êtes : 1. Invalide ou en maladie de longue durée 2. En cours de scolarité, étudiant(e) 3. Retraité(e) 4. Femme au foyer 5. Rentier 6. Autre _____ <input type="checkbox"/>
EA4. Bien que vous n'avez pas travaillé la semaine dernière, avez-vous un emploi ? 1. Oui <input type="checkbox"/> 2. Non → Passez à EA7a <input type="checkbox"/>		EA8b1. Pourquoi n'avez-vous pas cherché de travail (ou ne désirez-vous pas travailler) ? Involontaire 1. Il n'existe pas d'emploi 2. Ne pense pas pouvoir obtenir de travail sans qualification 3. Ne sait pas comment rechercher un emploi → Si 4, 5 ou 6, passez à EA8c <input type="checkbox"/> Volontaire 4. Attend la réponse à une demande d'emploi 5. N'en a pas besoin ou n'a pas envie de travailler 6. N'est pas en âge de travailler
EA5. Pourquoi n'avez-vous pas travaillé la semaine dernière ? 1. Vacances ou jours fériés 2. Maladie 3. Grève 4. Arrêt provisoire du travail 5. Licenciement ou fin de contrat 6. Autres _____ → Passez à AP1 <input type="checkbox"/>		EA8b2. Bien que vous n'avez pas cherché de travail ces 4 dernières semaines, seriez-vous disponible tout de suite si on vous proposait un emploi maintenant ? 1. Oui → Passez à C1 <input type="checkbox"/> 2. Non <input type="checkbox"/>
EA6. Dans combien de temps allez-vous reprendre le travail ou commencer à travailler ? (premier emploi) 1. Moins de 4 semaines → Passez à AP1 <input type="checkbox"/> 2. Plus de 4 semaines 3. Ne sait pas <input type="checkbox"/>		EA8c. Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins ? (ressource principale) 1. Perçoit une pension de son travail 2. Autre pension ou une aide (famille, ami, veuvage, divorce, orphelinat) 3. Perçoit des revenus de sa (ses) propriété(s), vit de ses rentes 4. Vit de son épargne 5. Mendie 6. Boursier 7. Prise en charge par sa famille ou une autre personne <input type="checkbox"/>
		Si 10-14 ans, passez au module Revenus hors emploi (RHA) Si 15 ans et plus, passez au module Trajectoire et perspectives (TP).

Tableau 6 :

Typologie des modules emploi

	Nombre d'enquêtes	Fréquence (%)
Type de module emploi		
Question simple	19	35,8
Plusieurs questions	34	64,2
Nombre d'enquêtes	53	100,0
Combinaisons de modules		
- Avec une question contenant une liste d'activités potentiellement oubliées (d)	9	17,0
- Avec une question sur le « travail » et une question sur l'« occupation » (o)	3	5,7
- Avec un autre période de référence (r)	7	13,2
- Avec (d) et (r)	10	18,9
- Autres combinaisons	5	9,4
Nombre d'enquêtes	34	100,0

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 et 2012.

Période de référence et saisonnalité

Comme discuté dans la revue de la littérature, la période de référence peut également avoir un impact sur la mesure de l'emploi (Mata-Greenwood, 2000 ; Grosh et Gleewe, 2000 ; Langsten et Salem, 2008). Cinq périodes de référence distinctes ont été identifiées dans notre échantillon d'enquêtes : « 1 semaine / 7 jours », « Actuellement », « 1 mois / 4 semaines », « 1 an / 12 mois » et « Pas de période de référence spécifiée » (voir les Tableaux A4, A5, A6). Généralement, la question

standard posée est « Avez-vous travaillé au cours de [la période de référence]? » ou « Quelle était votre occupation au cours de [la période de référence]? ». Si l'on se réfère aux enquêtes représentatives au niveau national, la fréquence de chacune des périodes de référence est décrite dans le Tableau 7. Les périodes de référence les plus fréquentes sont « 1 semaine », présente dans près de la moitié des enquêtes, et « 1 an » dans environ 40% des enquêtes.

Tableau 7 :

Fréquence des périodes de référence

Période de référence	Nombre d'enquêtes	Fréquence (%)
Actuellement	14	26,4
1 semaine	28	52,8
1 mois	10	18,9
1 année	22	41,5
Pas de période de référence spécifiée	23	43,3
Nombre d'enquêtes	53	100,0

Source: Base de données MIMADEM, 53 enquêtes conduites au Cameroun, Mali et Sénégal entre 1976 et 2012.

La période de référence est cruciale dans le contexte des trois pays d'Afrique subsaharienne dans la mesure où l'activité économique est sujette à la saisonnalité. Le biais introduit par cette saisonnalité peut aller dans les deux sens (sous-estimation ou surestimation) en fonction de la période de l'enquête. Les variations d'activité toute l'année dépendent en effet du calendrier agricole déterminé par les saisons. Les informations de la dernière colonne des tableaux A4, A5, A6 indiquent que la période de collecte des données varie de manière importante, reflétant sans doute des contraintes administratives et techniques. Cette variabilité est également susceptible d'influencer les statistiques produites.

orienter les politiques publiques, cet article s'intéresse aux différentes méthodologies utilisées pour produire ces données ainsi qu'à leur comparabilité dans trois pays d'Afrique subsaharienne. Nous nous intéressons dans un premier temps aux enseignements de la littérature quant à la question de la mesure de l'emploi des femmes dans les pays en développement et sa sensibilité aux outils de collecte des données statistiques. Une grande attention doit être accordée à la définition des concepts utilisés et à la formulation des questions dans le questionnaire, chaque définition de ce qui est mesuré doit être claire tant pour l'enquêteur que pour le répondant. Comme suggéré précédemment, les enquêtes sur l'emploi du temps qui enregistrent toutes les activités réalisées au cours de la journée ou de la semaine précédente peuvent être une alternative permettant de définir ce qui doit être considéré comme une activité économique *a posteriori*. Néanmoins, cette approche peut s'avérer coûteuse en temps (notamment pour les enquêtes dont l'objectif principal n'est pas de mesurer l'emploi) et ne peut

Conclusion

Les données relatives à l'emploi étant largement mobilisées à la fois pour la recherche académique et pour

généralement pas être mise en place sur de longues périodes et sur de grands échantillons. Elle peut néanmoins être utilisée comme travail préparatoire aux enquêtes afin d'établir des listes pertinentes d'activités économiques.

Dans un deuxième temps, à partir de l'analyse des questionnaires utilisés dans une cinquantaine d'enquêtes auprès des ménages collectées au Cameroun, au Mali et au Sénégal de 1976 à 2012, nous avons identifié différentes dimensions de variabilité des modules emplois afin d'illustrer leur diversité. Ce travail permet de mettre en évidence que même si des similitudes existent parfois entre enquêtes de même type, la règle semble être que chaque nouvelle enquête utilise un module de travail différent. Il en résulte que les statistiques d'emploi sont difficilement comparables dans le temps et dans l'espace ce qui a des implications en termes de possibilités d'analyse des données.

Sur la base de l'analyse des caractéristiques des questionnaires, plusieurs recommandations peuvent être faites. L'approche la plus satisfaisante consisterait à mener des enquêtes emploi trimestrielles harmonisées entre les pays mais cette proposition est malheureusement actuellement hors de portée de la

majorité des pays africains. Une deuxième possibilité serait d'harmoniser les modules emploi de toutes les enquêtes ou d'inclure systématiquement un module standardisé du type QUID dans toutes les enquêtes. Cette dernière proposition ne permet cependant pas de s'affranchir du problème de la saisonnalité et devrait s'accompagner de l'utilisation simultanée de questions à période de référence courte (7 jours) et longue (1 an). Le diagnostic dressé rend cependant pessimiste quant à la possibilité d'harmoniser les données existantes tant les méthodologies utilisées pour mesurer l'emploi varient d'une enquête à l'autre. Une étude quantitative plus approfondie de l'impact des différentes caractéristiques de questionnaire et d'enquête sur les statistiques produites permettrait néanmoins de compléter l'analyse et de faire des recommandations plus ciblées sur certaines dimensions clés. Cet approfondissement fera l'objet de travaux ultérieurs.

Enfin, l'accent mis sur la question de la participation au marché du travail ne doit malgré tout pas occulter le fait que d'autres dimensions du travail telles que le nombre d'heures travaillées, le type d'activité, le revenu, sont importantes à saisir afin d'interpréter de manière satisfaisante les écarts et les évolutions observés.

Références bibliographiques

- Anker, R. (1983)**, « Female labour force participation in developing countries: A critique of current definitions and data collection methods », *International Labor Review*, vol. 122, p. 709.
- Anker, R. and Anker, M. (1989)**, « Measuring the female labour force in Egypt », *International Labor Review*, vol. 128, p. 511.
- Bardasi, E., Beegle, K., Dillon, A., and Serneels, P. (2011)**, « Do labor statistics depend on how and to whom the questions are asked? Results from a survey experiment in Tanzania », *The World Bank Economic Review*, 25(3), pp. 418–447.
- Beneria, L. (1981)**, « Conceptualizing the labor force: The underestimation of women's economic activities », *The Journal of Development Studies*, 17(3), pp. 10–28.
- Boserup, E. (1970)**, *Woman's role in economic development*. Allen & Unwin (London).
- Charmes, J. (1998)**, « Women working in the informal sector in Africa: New methods and new data », In Paper for the Delhi Group Meeting on Informal Sector Statistics, Ankara.
- Chen, M. A. (2001)**, « Women and informality: A global picture, the global movement », *Sais Review*, 21(1), pp. 71–82.
- Dillon, A., Bardasi, E., Beegle, K., and Serneels, P. (2012)**, « Explaining variation in child labor statistics », *Journal of Development Economics*, 98(1), pp. 136–147.
- Dixon, R. B. (1982)**, « Women in agriculture: Counting the labor force in developing countries », *Population and Development Review*, pp. 539–566.
- Donahoe, D. A. (1999)**, « Measuring women's work in developing countries », *Population and Development Review*, 25(3), pp. 543–576.
- Freedman, D. S., Mueller, E., Barnes, R., and Clark, C. (1977)**, « A Multi-Purpose Household Questionnaire: Basic Economic and Demographic Modules », *International Bank for Reconstruction and Development*.
- Grosh, M., & Glewwe, P. (2000)**, *Designing Household Survey Questionnaires for Developing Countries: Lessons from 15 Years of the Living Standards Measurement Study*, Volume 2. Washington, DC: World Bank.
- Guarcello, L., Kovrova, I., Lyon, S., Manacorda, M., and Rosati, F. (2010)**, « Towards consistency in child labour measurement: Assessing the comparability of estimates generated by different survey instruments », *Understanding Children's Work Programme Working Paper*.
- Hendershot, G. E. (2004)**, « The effects of survey non response and proxy response on measures of employment for persons with disabilities », *Disability Studies Quarterly*, 24(2).

Kalton, G. and Schuman, H. (1982), « The effect of the question on survey responses: A review », *Journal of the Royal Statistical Society. Series A (General)*, pp. 42–73.

Kasprzyk, D. (2005), « Measurement error in household surveys: Sources and measurement », Chapter IX in *Household Sample Surveys in Developing and Transition Countries*. Available at: http://unstats.un.org/unsd/hhsurveys/pdf/chapter_9.pdf Accessed 2013 March 3.

Langsten, R. and Salem, R. (2008), « Two approaches to measuring women's work in developing countries: A comparison of survey data from Egypt », *Population and Development Review*, 34(2), pp. 283–305.

Mata-Greenwood, A. (2000), *Incorporating gender issues in labour statistics*. ILO.

Roubaud, F. (2009), « La production statistique sur le secteur informel en Afrique: quels enseignements et quelles perspectives? », *Stateco*, No. 104, pp. 115-126.

Annexes

Tableau A1 :

Liste des enquêtes au Cameroun

Année	Acronyme	Enquête	Taille Echantillon	Pays (P) / Urbain (U)	Période de collecte des données
1976	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	7 385 858	P	04/1976
1983	EBC	Enquête Budget Consommation	31 047	P	09/1983-09/1984
1987	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	8 883 609	P	04/1987
1991	EDS	Enquête Démographique et de Santé	4 685	P	03/1991-10/1991
1993	E123	Enquête 1-2-3	11 172	U	01/1993-02-1993 (phase1)
1994	E123	Enquête 1-2-3	12 235	U	
1996	ECAM1	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages	10 325	P	02/1996-01/1996
1998	EDS	Enquête Démographique et de Santé	8 063	P	01/1998-07/1998
2000	EDM	Enquête sur les Dépenses des Ménages à Douala et Yaoundé	6 210	U	10/2000-12/2000
2000	MICS	Enquête à Indicateurs Multiples	5 069*	P	07/2000-08/2000
2001	ECAM2	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages	56 443	P	09-2001-12/2001
2002	CAVIE	Enquête sur le cadre de vie des populations de Yaoundé et Douala	68 446	U	10/2002-12/2002
2004	EDS	Enquête Démographique et de Santé	15 936	P	02/2004-08/2004
2005	EESI	Enquête sur l'emploi et le secteur informel du Cameroun	38 599	P	05/2005-07/2005
2006	MICS	Enquête à Indicateurs Multiples	9 408*	P	05/2006-06/2006
2007	ECAM3	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages	51 836	P	09/2007-12/2007
2010	EESI	Enquête sur l'emploi et le secteur informel du Cameroun	13 002	P	05/2010-07/2010
2011	EDS	Enquête Démographique et de Santé	22 617	P	01/2011-08/2011

* Données disponibles uniquement pour les femmes.

Source: Base de données MIMADEM, 18 enquêtes camerounaises.

Tableau A2 :
Liste des enquêtes au Mali

Année	Acronyme	Enquête	Taille Echantillon	Pays (P) / Urbain (U)	Période de collecte des données
1976	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	6 338 217	P	12/1976
1987	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	7 871 842	P	04/1987
1987	EDS	Enquête Démographique et de Santé	4 191	P	03/1987-08/1987
1994	EMCES	Enquête Malienne de Conjoncture Economique et Sociale	83 046	P	
1995	EDS	Enquête Démographique et de Santé	12 178	P	11/1995-05/1996
1998	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	9 810 637	P	04/1998
2001	EESI	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel du Mali	13 002	U	08/2001-10/2001
2001	EDS	Enquête Démographique et de Santé	16 254	P	01/2001-05/2001
2001	EMEP	Enquête Malienne sur l'Evaluation de la pauvreté	86 086	P	01/2001-12/2001
2001	EMEP-QUID	Questionnaire unifié des indicateurs de développement	86 764	P	01/2001-01-2002
2003	ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages du Mali	41 480	P	12/2003-02/2004
2004	EPAM	Enquête Permanente Auprès des Ménages du Mali	24 759	P	
2006	ELIM	Enquête Légère Intégrée auprès des Ménages du Mali	40 810	P	06/2006-11/2006
2006	EDS	Enquête Démographique et de Santé	18 790	P	04/2006-12/2006
2007	EPAM	Enquête Permanente Auprès des Ménages du Mali	17 439	P	
2008	EDMB	Enquête sur les Dépenses des Ménages de la Capitale	5 151	U	03/2008-05/2008
2010	EPAM	Enquête Permanente Auprès des Ménages du Mali	18 637	P	
2012-13	EDS	Enquête Démographique et de Santé	14 823	P	11/2012-02/2013

Source: Base de données MIMADEM, 18 enquêtes maliennes.

Tableau A3 :
Liste des enquêtes au Sénégal

Année	Acronyme	Enquête	Taille Echantillon	Pays (P) / Urbain (U)	Période de collecte des données
1976	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	504 651*	P	04/1976
1988	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	719 421*	P	05-1988-06/1988
1986	EDS	Enquête Démographique et de Santé	4 415**	P	04/1986-09/1986
1991	ESP	Enquête Sur les Priorités	85 249	P	10/1991-01/1992
1992	EDS	Enquête Démographique et de Santé	7 746	P	11/1992-08/1993
1993	EMUS	Enquête sur les Migrations et l'Urbanisation au Sénégal	65 602	P	05/1993-10/1993
1994	ESAM1	Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages	32 544	P	
1996	EDMC	Enquête sur les dépenses des ménages de la capitale	8 661	U	03/1996-06/1996
1997	EDS	Enquête Démographique et de Santé	12 899	P	01/1997-05/1997
2001	ESAM2	Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages	64 531	P	2 passages en 2001
2002	E123	Enquête 1-2-3	19 065	U	07/2001-09/2003
2002	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat	1 000 708*	P	12/2002-12/2002
2005	EDS	Enquête Démographique et de Santé	18 363	P	01/2005-06/2005
2005	ENTE	Enquête Nationale sur le Travail des Enfants	35 024	P	04/2005-06-2005
2005	ESPS	Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal	123 543	P	12/2005-04-2006
2009	MRHS	Enquête Ménage sur la Migration et les Transferts de Fonds au Sénégal	17 878	P	10/2009-11/2009
2010	EDS	Enquête Démographique et de Santé	20 617	P	10/2010-04/2011

* Extraction à 10%. ** Données disponibles uniquement pour les femmes.
Source: Base de données MIMADEM, 17 enquêtes sénégalaises.

Tableau A4 :
Caractéristiques des questionnaires d'enquêtes au Cameroun

Année	Acronyme	1ère Question : Travail (T) / Occupation (O)	Module emploi détaillé (X)	Période de référence
1976	RGPH	O		S
1983	EBC	O		S
1987	RGPH	O		S
1991	EDS	T		A ^{2a} , N ^{2b}
1993	E123	T	(d)	S
1994	E123	T	(d)	S
1996	ECAM1	T	(d)(r)	S, Y
1998	EDS	T	(r)	A, Y
2000	EDM	O	(o)(r)	A, S
2000	MICS	O	(o)	N
2001	ECAM2	T	(d)(r)	M, Y
2002	CAVIE	T		Y
2004	EDS	T	(r)	A, Y
2005	EESI	T	(d)	S, Y
2006	MICS	O	(o)	N
2007	ECAM3	T	(d)(r)	S, M
2010	EESI	T	(d)	S, M, Y
2011	EDS	T	(d)(r)	S, N, Y

* Type de la première question du module emploi : (1) question fermée (oui/non) ; (2) question avec une liste d'alternatives.

** Type de modules détaillés : (o) module avec une question sur le « travail » et une question sur « l'occupation » ; (r) module avec plusieurs périodes de références ; (d) module détaillé avec des questions additionnelles portant sur une liste d'activités économiques qui auraient pu ne pas être considérées comme du « travail » par l'enquêté, des questions sur l'absence au travail au cours de la période de référence.

*** Périodes de référence A= Actuellement ; S=Semaine ; M=Mois ; Y=Année, N=Pas de période de référence spécifiée dans la question.

^{2a} pour les femmes, ^{2b} pour les hommes.

Source: Base de données MIMADEM, 18 enquêtes camerounaises.

Tableau A5 :
Caractéristiques des questionnaires d'enquêtes au Mali

Année	Acronyme	1ère Question : Travail (T) / Occupation (O)	Module emploi détaillé (X)	Période de référence
1976	RGPH	O		Y
1987	RGPH	O		M, Y
1987	EDS	T (hors travail de champ ou affaire familiale)		N
1994	EMCES	O	(o)(r)	A, S, Y
1995	EDS	T	(r)	A, Y
1998	RGPH	O		M ^{1a} , Y ^{1b}
2001	EESI	T	(d)	S, N
2001	EDS	T	(r)	A, Y
2001	EMEP	O	(o)	A,S
2001	EMEP-QUID	T	(d)	A
2003	ELIM	T	(d)	S
2004	EPAM	T	(d)(r)	S, M, N
2006	ELIM	T	(d)	S
2006	EDS	T	(r)	A, Y
2007	EPAM	T	(d)(r)	M, S, N
2008	EDMB	T	(d)(r)	M, S, N
2010	EPAM	T	(d)(r)	M, S, N
2012-13	EDS	T	(d)(r)	S, N, Y

* Type de la première question du module emploi : (1) question fermée (oui/non) ; (2) question avec une liste d'alternatives.

** Type de modules détaillés : (o) module avec une question sur le « travail » et une question sur « l'occupation » ; (r) module avec plusieurs périodes de références ; (d) module détaillé avec des questions additionnelles portant sur une liste d'activités économiques qui auraient pu ne pas être considérées comme du « travail » par l'enquête, des questions sur l'absence au travail au cours de la période de référence.

*** Périodes de référence A= Actuellement ; S=Semaine ; M=Mois ; Y=Année, N=Pas de période de référence spécifiée dans la question.

^{1a} pour les secteurs non agricoles, ^{1b} pour le secteur agricole.

Source: Base de données MIMADEM, 18 enquêtes maliennes.

Tableau A6 :
Caractéristiques des questionnaires d'enquêtes au Sénégal

Année	Acronyme	1ère Question : Travail (T) / Occupation (O)	Module emploi détaillé (X)	Période de référence
1976	RGPH	O		Y ³
1988	RGPH	O		Y
1986	EDS	T (hors travail de champ ou affaire familiale)		A
1991	ESP	T	(d)(o)	S, Y
1992	DHS	T		A ^{2a} , Y ^{2b}
1993	EMUS	O		N
1994	ESAM1	T		Y
1996	EDMC	O	(o)(r)	A, S
1997	EDS	O		N
2001	ESAM2	T	(d)(o)(r)	S, Y
2002	E123	T	(d)	S, Y, N
2002	RGPH	O		Y
2005	EDS	T	(r)	A, Y
2005	ENTE	T	(d)(r)	S, Y
2005	ESPS	T		S
2009	MRHS	O		A
2010	EDS	T	(r)	S, Y, N

* Type de la première question du module emploi : (1) question fermée (oui/non) ; (2) question avec une liste d'alternatives.

** Type de modules détaillés : (o) module avec une question sur le « travail » et une question sur « l'occupation » ; (r) module avec plusieurs périodes de références ; (d) module détaillé avec des questions additionnelles portant sur une liste d'activités économiques qui auraient pu ne pas être considérées comme du « travail » par l'enquêté, des questions sur l'absence au travail au cours de la période de référence.

*** Périodes de référence A= Actuellement ; S=Semaine ; M=Mois ; Y=Année, N=Pas de période de référence spécifiée dans la question.

^{2a} pour les femmes ^{2b} pour les hommes.

Source: Base de données MIMADEM, 17 enquêtes sénégalaise